

A propos (<http://arretsurinfo.ch/qui-sommes-nous/>)

Création d'Arrêt sur info (<http://arretsurinfo.ch/page-d-exemple/>)

Participer (<http://arretsurinfo.ch/blog/>)
Contact (<http://arretsurinfo.ch/contact/>)

Accueil International Politique Média Société Culture Vidéo Silviacattori.net

Recherche

Pourquoi Israël ne devrait pas exister (<http://arretsurinfo.ch/pourquoi-israel-ne-devrait-pas-exister/>)

Par GARRY LEECH ([HTTP://ARRETSURINFO.CH/AUTHORS/GARRY-LEECH/](http://ARRETSURINFO.CH/AUTHORS/GARRY-LEECH/)) le 2 JUIN 2015 CRISES/GUERRES ([HTTP://ARRETSURINFO.CH/CATEGORY/POLITIQUE/CRISESGUERRES/](http://ARRETSURINFO.CH/CATEGORY/POLITIQUE/CRISESGUERRES/)) DROIT INTERNATIONAL ([HTTP://ARRETSURINFO.CH/CATEGORY/POLITIQUE/DROIT-INTERNATIONAL/](http://ARRETSURINFO.CH/CATEGORY/POLITIQUE/DROIT-INTERNATIONAL/)) HÉGÉMONIE ([HTTP://ARRETSURINFO.CH/CATEGORY/POLITIQUE/HEGEMONIE/](http://ARRETSURINFO.CH/CATEGORY/POLITIQUE/HEGEMONIE/)) ISRAËL ([HTTP://ARRETSURINFO.CH/CATEGORY/INTERNATIONAL/MOYEN-ORIENT/ISRAEL-MOYEN-ORIENT/](http://ARRETSURINFO.CH/CATEGORY/INTERNATIONAL/MOYEN-ORIENT/ISRAEL-MOYEN-ORIENT/))

Tweet 24 Tweet (<http://twitter.com/share>) ? 17

L'établissement d'un État au milieu du monde arabe pour des migrants juifs arrivant d'Europe n'a été possible que grâce à l'aide des puissances impérialistes occidentales dont les USA, la Grande-Bretagne et le Canada, écrit Garry Leech.



(<http://arretsurinfo.ch/wp-content/uploads/2015/06/palestine.jpg>)

Kidnapping d'un jeune palestinien par les troupes d'occupation, dans le quartier d'Issawiya à Jérusalem en mai 2012. L'État juif d'Israël ne survit que par l'exercice d'une répression quotidienne contre la population palestinienne – Photo : Ammar Awad/Reuters

Une conséquence coloniale occidentale illégitime Pourquoi Israël ne devrait pas exister

Je ne deviens pas antisémite en suggérant que l'État d'Israël ne devrait pas exister. Je suis antisioniste. Il existe une nette différence. Un antisémite est quelqu'un qui porte préjudice à des juifs. Un antisioniste est opposé à l'établissement par droit divin – par une certaine catégorie de la population juive – d'un État juif en Terre Sainte, aux dépens du peuple palestinien qui y vit depuis deux mille ans.

La création d'un État juif au milieu du monde arabe ne représente pas seulement la continuation du colonialisme européen en Palestine, elle consiste aussi en un nettoyage ethnique des Palestiniens. C'est aussi, la mise en place d'un système d'apartheid par un état voyou qui a violé la loi internationale de nombreuses fois.

Compte tenu de cette réalité et du fait que la Palestine est la Terre Sainte de trois religions, la solution unique et juste, face au projet sioniste israélien et à ses sponsors occidentaux, est l'établissement d'un seul pays : l'État démocratique et laïc de Palestine dans lequel les trois populations religieuses auraient les mêmes droits.

La montée du mouvement sioniste

Le mouvement sioniste a émergé en Europe vers la fin du dix-neuvième siècle, ce mouvement a encouragé les juifs européens à fuir l'antisémitisme en émigrant vers la Palestine, gouvernée alors par les Turcs Ottomans, leur objectif était la création d'un État juif en Terre Sainte.

Cette émigration a conduit à un accroissement de la population juive en Palestine dont le taux est passé de 4 % en 1850 à 11 % en 1917, année de la déclaration Balfour du gouvernement britannique disant : « le gouvernement de sa majesté est favorable à l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif ».

Suite à la défaite de l'Empire Ottoman durant la Première Guerre mondiale, le gouvernement des pays de la région a été pris par la Grande-Bretagne et la France sous mandats de la Ligue des Nations (prédécesseur de l'Organisation des Nations Unies). Cependant, la Seconde Guerre mondiale a entraîné la chute des empires européens car des colonies à travers le monde ont obtenu leur indépendance. Le Liban (1943) et la Syrie (1946) sont ainsi devenues indépendantes de la France alors que la Jordanie (1946) a été littéralement libérée de la domination britannique. Seule exception la Palestine, sous domination britannique depuis 1922.

La Palestine tout comme ses voisins aurait dû devenir une nation indépendante après la Seconde Guerre mondiale, mais le projet sioniste soutenu par l'Occident l'en a empêché.

Suivez-nous

S'inscrire à notre lettre d'information.

Courriel Envoyer

<http://arretsurinfo.ch/tous-les-articles/feed/>

<https://twitter.com/ArretSurInfo>

<https://www.facebook.com/pages/Arr%3C3%AAt-sur-Info/300831053432742>

<https://www.facebook.com/pages/Arr%3C3%AAt-sur-Info/300831053432742>

<https://www.youtube.com/channel/UCgprDP41wz8wnsPt3-HIIDQ>

Syrie après quatre ans d'agression terroriste

Archives par jour

JUIN 2015			
	L	Ma	Me J \
	<u>1</u>	<u>2</u>	
http://arretsurinfo.ch	http://arretsurinfo.ch	http://arretsurinfo.ch	http://arretsurinfo.ch
	2015/06/01/	2015/06/02/	
	8	9	10 11
	15	16	17 18
	22	23	24 25
	29	30	
	« mai (http://arretsurinfo.ch/2015/05/)		

Mots-clés

Al-Nosra (<http://arretsurinfo.ch/tag/al-nosra/>) Al-Qaïda (<http://arretsurinfo.ch/tag/al-qaida/>) Allemagne (<http://arretsurinfo.ch/tag/allema>) Antisémitisme (<http://arretsurinfo.ch/tag/antisemitisme/>) ASL (<http://arretsurinfo.ch/tag/asl/>) Bachar Al-Assad (<http://arretsurinfo.ch/tag/bachar-al-assad/>) Barack Obama (<http://arretsurinfo.ch/tag/obama/>) BHL (<http://arretsurinfo.ch/tag/bhl/>) Bordure protectrice (<http://arretsurinfo.ch/tag/bordure-de-protection/>) BRICS (<http://arretsurinfo.ch/tag/brics/>) Charlie Hebdo (<http://arretsurinfo.ch/tag/charlie-hebdo/>) Chine (<http://arretsurinfo.ch/tag/chine/>) CIA (<http://arretsurinfo.ch/tag/cia/>) Crimes de guerre (<http://arretsurinfo.ch/tag/crimes-de-guerre/>) Daesh (<http://arretsurinfo.ch/tag/daech/>) Daesh

Conformément à la déclaration de Balfour, la Grande Bretagne et les États-Unis ont cherché à assurer la création d'un État juif en Palestine. Sous la domination britannique, la population juive en Palestine est passée de 11 % en 1922 à 32 % en 1948, un grand nombre étant arrivé après la guerre.

En 1947, l'Organisation des Nations Unies nouvellement créée a adopté le plan de partage de la Palestine sans aucune consultation du peuple palestinien. Le plan prévoyait qu'un État juif se constitue sur 56 % de la Palestine avec 43 % des Territoires constituant l'État palestinien. Malgré une large majorité arabe en Palestine, la part israélienne du territoire était plus grande afin de permettre l'augmentation anticipée du flux migratoire des juifs européens. Le 1% restant en Palestine, composé par la ville sainte de Jérusalem devait rester un territoire international administré par l'Organisation des Nations Unies.

Des groupes juifs ont soutenu le plan de partition de la Palestine mais les Palestiniens et les États arabes voisins s'y sont opposés au motif qu'il violait les principes de l'autodétermination nationale selon la Charte des Nations Unies, en vertu de laquelle les Palestiniens devraient avoir le droit de décider de leur propre destin. Le plan n'a pas été mis en place. Néanmoins, la population juive en Palestine a unilatéralement annoncé la création de l'État d'Israël le 14 mai 1948.

Le nouveau colonialisme européen

Selon l'historien israélien Ilan Pappé, vers la fin de 1949, Israël avait détruit plus de 400 villages palestiniens, massacré des milliers de civils et déplacé par la force près d'un million de Palestiniens, qui se sont retrouvés dans des camps de réfugiés dans les pays arabes voisins.

En d'autres termes, selon Pappé, les sionistes ont commis un nettoyage ethnique du peuple palestinien avec un peuple juif qui venait juste d'endurer les horreurs de l'Holocauste.

Le nettoyage ethnique a permis à Israël de s'étendre et d'englober 77 % du territoire palestinien, à l'exclusion de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Trois ans plus tard, 700 000 Juifs ont immigré en Palestine occupée, principalement depuis l'Europe. Cette colonisation juive de la Palestine représentait la continuation du colonialisme européen puisque l'exercice du pouvoir sur le peuple palestinien est passé des mains du gouvernement britannique à celles des Juifs d'Europe sous la forme du nouvel État israélien.

Après la guerre de 1967 contre plusieurs États arabes (Syrie, Jordanie et Égypte), l'armée israélienne a occupé les 23 % restant de la Palestine (Jérusalem-Est, la Cisjordanie et la bande de Gaza). Le Conseil de sécurité des Nations Unies a alors réagi en adoptant la résolution 242 demandant le « retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés au cours du récent conflit ». Depuis, les USA ont utilisé 41 fois leur droit de veto au Conseil de sécurité afin de s'assurer que les nombreuses résolutions de l'ONU, condamnant l'occupation illégale israélienne, ne soient jamais appliquées.

Ce n'est qu'après que les Palestiniens aient été contraints d'exister sous occupation militaire israélienne illégale, suite à la guerre de 1967, que l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a décidé de faire de la lutte armée, la pièce maîtresse de sa campagne visant à obtenir un État palestinien. Et ce n'est qu'après vingt ans d'occupation militaire oppressive et le refus de la communauté internationale d'appliquer les résolutions de l'ONU qu'une part de la société palestinienne s'est de plus en plus radicalisée, et que le mouvement islamique Hamas a été créé.

Le Hamas a commencé à utiliser les attentats suicides en tant que tactique au début des années 1990 parce qu'il ne pouvait lutter par une guerre conventionnelle contre l'armée israélienne largement supérieure et soutenue par les USA. À partir de 2001, il a commencé également à lancer des roquettes primitives et inefficaces contre Israël à partir de ses fiefs dans la bande de Gaza.

Même si Israël a retiré ses forces militaires de la bande de Gaza en 2005, l'année suivante, un blocus militaire a été mis en place par les Israéliens contre ce minuscule territoire ; par ce blocus, Israël contrôle strictement tous les accès, que ceux-ci concernent les personnes, la nourriture, les médicaments ou encore les matériaux. Certains analystes affirment que le blocus israélien contre les 1.8 millions d'habitants de Gaza a créé le camp de prisonniers le plus grand du monde.

Pendant ce temps, Israël a non seulement continué son occupation illégale de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, mais il a aussi violé le droit international en déplaçant de force des communautés palestiniennes et en encourageant les Juifs à s'installer dans les Territoires Occupés. On estime aujourd'hui que près d'un demi-million de Juifs vivent dans des colonies illégales en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, malgré les résolutions des Nations Unies exigeant que ces colonies soient démantelées.

Israël a également construit un mur géant connu sous le nom de barrière de séparation en Cisjordanie afin de séparer les colonies illégales des communautés palestiniennes et restreindre les déplacements de ces dernières. En attendant, en plus de l'établissement de colonies illégales, Israël a aussi bâti des zones industrielles en Cisjordanie où les travailleurs palestiniens sont contraints de travailler dans de mauvaises conditions pour de bas salaires.

La différence flagrante dans la question des droits accordés aux colons juifs en comparaison avec ceux concédés aux Palestiniens vivant dans les Territoires Occupés, constitue un système d'apartheid. Comme l'a noté John Dugard, avocat des droits humains sud-africain et ancien rapporteur spécial des Nations Unies : « Je dis sans hésitation que les crimes israéliens sont infiniment pires que ceux commis par le régime apartheid d'Afrique du Sud ».

En 1947, une année avant qu'Israël se soit déclaré État souverain, les Palestiniens vivaient dans 94 % de la Palestine. Aujourd'hui, ils n'occupent que 15 %, avec 5 millions d'individus vivant dans des camps de réfugiés en Cisjordanie et dans les pays voisins. Les densités des populations dans les camps de réfugiés palestiniens sont parmi les plus élevées de la planète. Par exemple, plus de 10 000 réfugiés vivent dans un kilomètre carré dans le camp d'Al-Amari en Cisjordanie, ce qui correspond à 5 fois la densité de la population vivant à New York City. Un réfugié de la troisième génération m'a dit : « Nous rêvons de retourner dans nos terres. Nous ne savons pas combien de temps ça prendra et quelle génération réalisera ce rêve ».

Le nombre disproportionné de Palestiniens tués dans ce long conflit est une réalité cachée à beaucoup en Occident. Au cours des 15 dernières années, selon l'organisation des droits humains israélienne B'Tselem, 8701 palestiniens ont été tués par les Israéliens alors que 1138 israéliens ont été tués. La disparité dans le nombre d'enfants palestiniens tués est encore plus grande avec un total de 1772 enfants tués au cours de cette période comparativement à 93 enfants israéliens.

Compte tenu de cette vérité, les allégations répétées par les États-Unis et d'autres nations occidentales que les actions militaires israéliennes ne sont que des actes d'auto-défense sont en contradiction avec la réalité sur le terrain.

(<http://arretsurinfo.ch/tag/daesh/>)
Dieudonné (<http://arretsurinfo.ch/tag/dieudonne/>)
Donbass (<http://arretsurinfo.ch/tag/donbass/>)
Donetsk (<http://arretsurinfo.ch/tag/donetsk/>)
Démocratie (<http://arretsurinfo.ch/tag/democratie/>)
EIL (<http://arretsurinfo.ch/tag/eil/>)
Etat Islamique (<http://arretsurinfo.ch/tag/etat-islamique/>)
Faux drapeaux (<http://arretsurinfo.ch/tag/faux-drapeaux/>)

François Hollande (<http://arretsurinfo.ch/tag/francois-hollande/>)
Gaza (<http://arretsurinfo.ch/tag/gaza/>)
Grèce (<http://arretsurinfo.ch/tag/grece/>)
Guerre au terrorisme (<http://arretsurinfo.ch/tag/guerre-au-terrorisme/>)
Hamas (<http://arretsurinfo.ch/tag/hamas/>)

Intervention (<http://arretsurinfo.ch/tag/intervention/>)
Islam (<http://arretsurinfo.ch/tag/islam/>)
Lobby israélien (<http://arretsurinfo.ch/tag/lobby-pro-israelien/>)
Manipulations politiques (<http://arretsurinfo.ch/tag/manipulations-politiques/>)
Maïdan (<http://arretsurinfo.ch/tag/maidan/>)

Mensonges d'Etat (<http://arretsurinfo.ch/tag/mensonges-detat/>)
MH17 (<http://arretsurinfo.ch/tag/mh17/>)
Novorossia (<http://arretsurinfo.ch/tag/novorossia/>)
OTAN (<http://arretsurinfo.ch/tag/otan/>)
Propagande (<http://arretsurinfo.ch/tag/propagande/>)

Résistance palestinienne (<http://arretsurinfo.ch/tag/resistance-palestinienne/>)
Sanctions (<http://arretsurinfo.ch/tag/sanctions/>)
Stratégie de la tension (<http://arretsurinfo.ch/tag/strategie-de-la-tension/>)
Syria (<http://arretsurinfo.ch/tag/syria/>)
Terrorisme israélien (<http://arretsurinfo.ch/tag/terrorisme-israelien/>)

Terrorisme takfiri (<http://arretsurinfo.ch/tag/terrorisme-djihadiste/>)
Vladimir Poutine (<http://arretsurinfo.ch/tag/vladimir-poutine/>)

Incontestablement, il s'agit de violence que l'on devrait considérer comme un acte de légitime défense, de la part de personnes forcées de vivre sous une violente occupation militaire illégale et sous un blocus. Après tout, la Résistance française face à l'occupation nazie pendant la Seconde Guerre mondiale est perçue comme une lutte héroïque pour la libération nationale. À l'opposé, les résistants palestiniens sont étiquetés de « terroristes ».

Malgré les grands efforts des États-Unis, des autres gouvernements occidentaux et des grands médias pour dépeindre Israël comme la victime dans ce conflit, les chiffres ne mentent pas sur l'évidence de qui commet le plus de massacres et de morts. Le fait qu'un peuple forcé de vivre sous une occupation étrangère militaire et illégale soit dépeint comme l'agresseur constitue un superbe exemple du double langage orwellien.

Collaborer avec les colonisateurs

Cette violente expansion du contrôle israélien sur l'ensemble de la Palestine réalise le rêve sioniste européen initié à la fin du dix-neuvième siècle. Malheureusement, au cours des deux dernières décennies, certains dirigeants palestiniens ont été les complices de ce projet sioniste. Le processus de paix d'Oslo dans les années 1990 a vu l'OLP reconnaître l'État d'Israël et en retour, Israël a permis aux palestiniens une auto-gouvernance limitée dans certaines parties de la Cisjordanie et de Gaza. Cependant, le soi-disant processus de paix a laissé en attente la question cruciale du « droit de retour » des réfugiés palestiniens.

Les premières élections parlementaires palestiniennes conformément aux Accords d'Oslo ont eu lieu en 1996, elles ont été remportées par le Fatah, parti politique de l'OLP, qui a alors dirigé le nouveau gouvernement de l'Autorité Palestinienne. Cette dernière a commencé à recevoir une aide importante de la part des gouvernements occidentaux. En retour, l'Autorité Palestinienne a surveillé la population palestinienne pour le compte d'Israël dans les zones des Territoires Occupés qu'elle gouvernait. En d'autres termes, de la même manière que les administrateurs et la police indiens ont supervisé l'administration au jour le jour de l'Inde coloniale au nom des colonisateurs britanniques, l'Autorité Palestinienne a servi les colonisateurs israéliens dans les Territoires Occupés contre l'aide occidentale et la présence réduite de l'armée israélienne.

La perfusion d'aide étrangère, en particulier le financement par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), est destinée à parvenir à une « paix économique » en permettant à certaines catégories de la population palestinienne d'atteindre un certain confort matériel. Tout ceci, sans remettre en cause l'occupation israélienne ni l'expansion continue des colonies juives en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, qui violent les accords d'Oslo et le droit international. Se référant à la longue durée des pourparlers de paix souvent bloqués, Dugard, l'ancien rapporteur spécial de l'ONU a récemment déclaré : « Je pense que la stratégie d'Israël et aussi des États-Unis est tout simplement de permettre des discussions continues pendant qu'Israël annexe de plus en plus de terres et récupère des parties des Territoires Occupés »

Pendant ce temps, le modèle économique émergeant en Cisjordanie n'est pas viable car il est presque entièrement dépendant de l'aide étrangère et des ONG internationales. En outre, les avantages du modèle économique sont largement limités à Ramallah, le siège du gouvernement de l'Autorité Palestinienne, créant ainsi ce qu'on appelle en Cisjordanie la « bulle Ramallah ».

Comme l'explique le Dr Hanan Chehata, professeur de droit et ancienne correspondante pour *Middle East Monitor*,

... Tandis que ceux de Ramallah peuvent voyager à travers cette petite ville relativement sans entrave, les Palestiniens sont soumis dans le reste de la région, à l'humiliation quotidienne aux barrages routiers israéliens et aux postes de contrôle militaires ; ils doivent aussi supporter des arrestations arbitraires et des interrogatoires injustifiés menant souvent à la torture et parfois à la mort. Alors que les résidents de Ramallah peuvent aller travailler dans la journée, dans une raisonnable sécurité, en sachant qu'ils vont rentrer chez eux le soir pour retrouver un repas chaud et le repos parmi les membres de leurs familles, d'autres Palestiniens quittent leurs maisons ne sachant pas si celles-ci seront toujours debout quand ils rentreront ou si elles seront démolies par les bulldozers Caterpillar israéliens afin de faire place à de nouvelles colonies israéliennes.

En d'autres termes, si l'Autorité palestinienne et ses partisans coopèrent avec les colonisateurs israéliens, ils recevront des récompenses économiques et la brutalité excessive exercée par l'armée israélienne leur sera épargnée. Mais ceux qui persistent à résister activement, les colonisateurs leur infligeront la pleine force de l'agression. C'est sans surprise, qu'aux yeux de beaucoup de Palestiniens, l'Autorité Palestinienne est vendue aux colonisateurs par collusion avec l'occupant et les États-Unis afin de parvenir à la « paix économique » au détriment de la libération nationale.

Le mécontentement croissant contre l'Autorité Palestinienne est devenu évident lors des élections générales de 2006 quand le Fatah a été battu par le Hamas. Après l'élection, le Fatah a refusé de céder le pouvoir en Cisjordanie et, avec le soutien d'Israël et des pays occidentaux, il a continué à gouverner pendant les neuf dernières années en tant que gouvernement non élu, pendant que le Hamas gouverne Gaza.

Le seul endroit où les élections ont été autorisées se trouve dans les universités, ces dernières étant considérées comme un baromètre qui reflète les vues politiques d'un large éventail de la population palestinienne. Lors des élections du Conseil des étudiants à l'université de Birzeit à Ramallah le mois dernier, le bloc islamique Wafaa affilié au Hamas a vaincu le parti des étudiants du Fatah, remportant la majorité des sièges. Nadine Suleiman, une étudiante de quatrième année en administration publique, a expliqué pourquoi elle a voté pour le Hamas : « Je déteste la corruption de l'AP [Autorité Palestinienne], leur coordination sécuritaire avec Israël implique l'arrestation et l'assassinat des Palestiniens qui sont sur la liste israélienne des personnes recherchées alors que les Palestiniens n'ont rien en retour. L'AP est intéressée uniquement à garder sa richesse et ses privilèges ».

L'Autorité Palestinienne financée par les forces de sécurité des États-Unis a rapidement réagi, suite aux résultats des élections de l'Université de Birzeit, en arrêtant quatre étudiants appartenant au parti vainqueur, pour les interroger et les maltraiter. Au total, 25 étudiants dans toute la Cisjordanie ont été arrêtés et les élections prévues à l'université nationale An-Najah et à l'université d'Hébron ont été reportées. Selon Human Rights Watch, « Il est profondément inquiétant que les étudiants soient détenus par les forces palestiniennes sans aucune autre raison que leur lien avec le Hamas ou leurs opinions ».

Ainsi, alors que sur la scène internationale l'Autorité palestinienne a défié Israël en gagnant son adhésion à la Cour Pénale Internationale (CPI), sur le terrain en Cisjordanie, elle arrête régulièrement, interroge, emprisonne et torture les Palestiniens qui sont considérés comme sympathisants du Hamas ou qui combattent l'occupation israélienne dans leur quête pour la libération. Vu son incapacité à mettre en place de nouvelles élections, sa corruption à l'égard de l'aide étrangère et sa collusion avec l'occupation israélienne illégale, de nombreux Palestiniens ne considèrent plus le gouvernement de l'Autorité Palestinienne comme légitime.

En revanche, le Hamas est considéré par beaucoup de Palestiniens comme résistant activement à Israël, et cette perception – quant à son manque relatif de corruption – est à la base de son soutien populaire. Cette résistance a

aussi conduit Israël à lancer trois grandes opérations militaires contre la bande de Gaza au cours des sept dernières années (2008, 2012 et 2014). Selon les Nations Unies, les sept semaines de l'invasion de la bande de Gaza l'an dernier par l'armée israélienne ont entraîné la mort de 2025 Palestiniens, parmi eux 1483 civils dont 521 étaient des enfants. Du côté israélien, il y eut 71 morts, dont 66 étaient des soldats. D'autre part, plus d'un demi-million de Palestiniens ont été déplacés de force de leurs maisons.

La solution à un seul État

L'Autorité Palestinienne a accepté la solution à deux États, proposée dans le cadre du processus de paix d'Oslo. L'idée de base étant que la Cisjordanie et la bande de Gaza constitueraient un État palestinien (ce qui correspond à seulement 23 % de la Palestine), le reste constituant Israël. Mais le choix de l'Autorité Palestinienne d'une solution à deux États est en contradiction avec les souhaits de la majorité des Palestiniens. Selon un sondage réalisé l'année dernière, 60 % des Palestiniens croyaient en une solution à un seul État, tandis que seulement 27 % appuyaient l'option des deux États.

La solution à deux États que vantent constamment les États-Unis et d'autres nations occidentales, et soutenue par l'Autorité Palestinienne, est complètement éloignée de la réalité de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Selon Tariq Dana, professeur à l'Université de Birzeit à Ramallah : « Une solution à deux États n'est pas possible. Elle ne serait pas viable compte tenu de la réalité sur le terrain ».

La réalité à laquelle se réfère Dana est l'expansion illégale et continue des colonies juives, constituant aujourd'hui le foyer de presque un demi-million de juifs. Les colonies couvrent aujourd'hui plus de 40 % de la Cisjordanie, dominant les meilleures terres agricoles avec un accès à l'alimentation principale en eau de la région. Comme l'a admis Daniella Weiss, l'ancien maire sioniste d'une colonie juive de Cisjordanie quelques années plus tôt : « De toute évidence, toute solution à deux États qui donnerait lieu à un État palestinien viable exigerait le démantèlement de ces colonies et le retrait des colons de ce que les sionistes considèrent comme leur terre sainte ».

Loin du démantèlement des colonies, la politique d'Israël vise au contraire à les enraciner. Avec sa construction de la barrière de séparation, le gouvernement israélien cherche à annexer les colonies à l'État israélien, ce qui laisserait les Palestiniens avec 3 petits fragments non reliés de terre aride et rocailleuse, manquant d'approvisionnement en eau. Un tel résultat ne peut pas constituer un État palestinien viable.

Beaucoup de Palestiniens appuient l'idée de la création d'un seul État de Palestine dans lequel arabes et juifs auraient des droits égaux. Le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), le second membre le plus important de l'OLP après le Fatah et considéré comme un groupe terroriste par les USA, le Canada et l'Union Européenne parce qu'il prône la lutte armée, s'oppose à la fois au gouvernement de l'Autorité Palestinienne et à la solution à deux États. Selon le FPLP,

Le mouvement de libération palestinien n'est pas un mouvement racial aux intentions agressives contre les juifs. Il n'est pas dirigé contre les juifs ... le but de ce mouvement est l'établissement d'un État national démocratique en Palestine dans lequel les arabes comme les juifs vivront en tant que citoyens égaux en droits et en obligations, lequel État constituera une partie intégrante de la présence nationale arabe progressiste et démocratique pour vivre en paix avec toutes les forces progressistes dans le monde.

Le Hamas considère aussi la solution à un État comme la seule réponse possible, un État islamique dans lequel les droits des juifs seront protégés. Mais la création d'une Palestine islamique ne ferait que remplacer un État religieux (Israël) par un autre. Attendu que la Palestine est une terre sacrée pour trois religions (Islam, Judaïsme et Christianisme) et le fait qu'une partie importante de la population palestinienne soutient un État laïc, la solution à ce conflit qui semble insoluble serait de remplacer l'État sioniste par une démocratie laïque dans laquelle tous les citoyens – juifs, chrétiens et musulmans – auront les mêmes droits et les mêmes responsabilités.

Conclusion

L'établissement d'un État sioniste au milieu du monde arabe pour des migrants juifs arrivant d'Europe n'a été possible que grâce à l'aide des puissances impérialistes occidentales dont les USA, la Grande-Bretagne et le Canada. L'existence d'Israël et l'expansion continue des colonies juives en Cisjordanie et dans Jérusalem-Est constituent la continuation du colonialisme européen au vingt-et-unième siècle aux dépens du peuple palestinien qui vit sur sa terre depuis deux mille ans

Compte tenu de cette réalité, l'État juif d'Israël doit être considéré à la fois illégitime et une conséquence catastrophique de l'impérialisme occidental. La seule solution juste à ce conflit bien enraciné, est de permettre aux Palestiniens d'établir enfin cet État indépendant qu'ils auraient obtenu après la Seconde Guerre mondiale et de permettre le retour de tous les réfugiés. En d'autres termes, un seul État palestinien, laïc dans lequel juifs, chrétiens et musulmans partageront tous les mêmes droits. Une telle solution à un seul État palestinien n'est pas antisémite, elle est logique.

Garry Leech | 19 mai 2015 – CounterPunch


Garry Leech est un journaliste indépendant et l'auteur de nombreux livres dont *Capitalism : A Structural Genocide* (Zed Books, 2012) ; *Beyond Bogota : Diary of a Drug War Journalist in Colombia* (Beacon Press, 2009) ; et *Crude Interventions : The United States Oil and the New World Disorder* (Zed Books, 2006).). Il est aussi chargé de cours au Département des Sciences Politiques à l'université de Cap Breton au Canada.

Article original : <http://www.counterpunch.org/2015/05...> (<http://www.counterpunch.org/2015/05/19/why-israel-should-not-exist/>)

Traduction : Lalla Fadhma N'Soumer

Source: Info-Palestine.eu (<http://www.info-palestine.eu/spip.php?article15408>)

 [Tweet \(http://twitter.com/share\)](http://twitter.com/share) ? 17

 Antisémitisme (), Fatah (), Hamas (), OLP (), Sionisme ()

Je soutiens Arrêt Sur Info
(<http://arretsurinfo.ch/donations/>)